

**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**  
**Pacific Region**  
**401 - 1230 Government Street**  
**Victoria, B.C.**  
**V8W 3X4**  
**Bid Fax: (250) 363-3344**

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

### Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

### Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

### Comments - Commentaires

<b>Title - Sujet</b> VEHICLE LEASE	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W1568-13JN02/A	<b>Date</b> 2012-05-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W1568-13JN02	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$VIC-240-5916	
<b>File No. - N° de dossier</b> VIC-2-35014 (240)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-06-01</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Daylight Saving Time PDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Hogg(VIC), Mike	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> vic240
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (250) 363-3916 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (250) 363-3344
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE EVANS BLDG P.O.BOX 6666 YELLOWKNIFE Northwest Territories X1A2R3 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

### Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

### Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region  
401 - 1230 Government Street  
Victoria, B. C.  
V8W 3X4

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Devis et options
4. Avis de communication
5. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

### **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relative à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents

- 
11. Clause du guide des CCUA
  12. Devis et options
  13. Date de livraison
  14. Période de location
  15. Autorité sur place
  16. Résiliation pour raisons de commodité
  17. Titre de propriété du véhicule loué
  18. Type de location
  19. Définitions
  20. Livraison des véhicules
  21. Entretien préalable
  22. Jouissance paisible
  23. Fourniture de véhicules de rechange
  24. Pneus
  25. Garantie
  26. Assurance
  27. Modalités et conditions supplémentaires

Annexe "A"    Besoin / Base de paiement

Annexe "B"    Liste de contrôle d'inspection de véhicule

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Besoin**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des besoins en **Annexe A**.

### **3. Devis et options**

Les spécifications et les codes d'équipement optionnel mentionnés dans le présent document sont énoncés dans le Guide de commandes des véhicules automobiles du gouvernement 2012 (GCVAG), publié par TPSGC sur le site Web :

<http://publiservice.gc.ca/services/icpsss-spicsn/gmvog/intro-e.html>

### **4. Avis de communication**

À titre de courtoisie, le gouvernement du Canada demande aux soumissionnaires retenus d'aviser au préalable l'autorité contractante de leur intention de rendre public une annonce relative à l'attribution d'un contrat.

### **5. Compte rendu**

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-03-02) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 4.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

#### **1.1 Clauses du guide des CCUA**

A0031T (2010-08-16) - Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

A0220T (2007-05-25) - Évaluation du prix

Programme de contrats fédéraux

### **2. Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou par courrier électronique à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

### **3. Demandes de renseignements - en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins \_\_\_\_ (\_\_\_\_) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

#### **4. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Yukon, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

---

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (deux exemplaires papier)

Section II : Soumission financière (un exemplaire papier)

Section III : Attestations (un exemplaire papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

#### **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères techniques obligatoires

La soumission doit respecter toutes les modalités de la présente demande de propositions et doit se conformer aux Annexes A et B pour être considérée comme recevable.

#### 1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée exclue, FAB destination, droits de douane et taxe d'accise canadiens inclus.

### 2. Méthode de sélection

#### 2.1 Base de sélection - Critères techniques obligatoires seulement

Une soumission doit respecter les exigences de la demande soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable.

Art.	Description	Critère obligatoire respecté		Article/page(s) de la proposition où le critère obligatoire est respecté
		Oui	Non	
O1	Le soumissionnaire doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience de la location de véhicules dans des conditions semblables à celles qui sont énoncées dans la demande de propositions.			
O2	Le soumissionnaire doit avoir les pleins pouvoirs pour louer à bail des véhicules à moteur.			
O3	Acceptation des modalités et conditions			



O4	<p>Les véhicules proposés par le soumissionnaire doivent être neufs ou presque neufs*, être équipés de moteurs diesel ou à essence dans le cas des camions, et être entièrement couverts par une garantie pour toute la durée de l'accord.</p> <p>*Presque neufs s'entend de véhicules des années 2010, 2011 ou 2012 qui ont 55 000 kilomètres ou moins dans le cas des camions ¾ tonne et 30 000 kilomètres ou moins dans le cas des camions ½ tonne au moment de la livraison.</p>			
O5	Responsabilités énoncées en Annexe A, à l'article 14			
O6	<p>Les véhicules proposés ne doivent avoir aucun dommage important/visible extérieur ou intérieur et doivent être d'une propreté immaculée. Il doit s'agir de véhicules qui n'ont pas eu d'accidents nécessitant des réparations de plus de 2 000 \$. Les véhicules fournis doivent être exempts d'usure excessive. L'usure acceptable comprend :</p> <p>A) des éraflures ou éclats de peinture mineurs  B) l'usure normale de l'intérieur, à l'exclusion des trous, des brûlures ou des déchirures des surfaces  C) des pneus d'une usure compatible avec l'ancienneté du véhicule et les distances parcourues.</p>			
O7	Les véhicules proposés doivent avoir au moins les caractéristiques énoncées dans le Guide de commandes des véhicules automobiles du gouvernement 2012 (GCVAG).			
O8	Les véhicules proposés doivent respecter les dispositions de la <i>Loi sur la sécurité automobile du Canada</i> et les règlements connexes, qui étaient en vigueur au moment de la fabrication du véhicule.			

Une soumission respectant tous les critères obligatoires passera à l'étape de l'évaluation financière.

Les soumissions seront évaluées article par article. Le soumissionnaire offrant le prix total global le plus bas sera recommandé pour émission d'un contrat.

Le prix par kilomètre sera fondé sur la période de location totale. Par exemple, un bail de quatre mois comprendra 16 000 kilomètres (4 000 km par mois X 4 mois). Tout le kilométrage en plus de 16 000 kilomètres sera facturé au prix par kilomètre correspondant.

On recommandera l'adjudication du contrat au fournisseur soumettant le prix total global le plus bas tel qu'indiqué ci-dessus, et répondant au critère du GCVAG 2010.

2.2 Le Canada se réserve le droit de rejeter toute soumission qui ne respecte pas les modalités de cette demande de soumissions. Tout écart devra être clairement indiqué et justifié en détail.

2.3 Tout offrant peut être tenu de démontrer de façon satisfaisante au Canada qu'il est capable d'effectuer avec succès les travaux conformément aux exigences établies dans la présente demande de soumissions.

---

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **1. Attestations préalables à l'attribution du contrat**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

#### **1.1 Programme de contrats fédéraux - attestation**

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

( ) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;

( ) n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

( ) est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.

( ) n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ .

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

## **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Besoin**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des besoins en **Annexe A**.

- 2.1** L'entrepreneur fournira un autre véhicule immatriculé du même type et des mêmes dimensions pour remplacer un véhicule retiré pour réparation. Le temps d'arrêt ne sera pas facturé.
- 2.2** Une copie des feuilles d'inspection en vigueur sera fournie par l'entrepreneur sur demande. Les véhicules dont on constate qu'ils ont des insuffisances sur le plan de la sécurité seront réparés ou remplacés
- 2.3** L'entrepreneur assumera tous les frais liés à l'immatriculation des véhicules et veillera à ce qu'ils soient assortis de tous les permis, licences ou exemptions exigés par les organismes de réglementation municipaux, provinciaux ou fédéraux compétents. Une preuve des permis d'exploitation et autres permis pertinents doit être fournie sur demande. Le contrat est sujet à résiliation s'il s'avère que l'entrepreneur est incapable d'obtenir les autorisations nécessaires et est incapable de répondre aux exigences .
- 2.4** L'entrepreneur ne fera aucune réclamation contre l'État relativement à des dommages subis par l'équipement à moins que ces dommages ne soient causés par la négligence
- 2.5** **ASSURANCE :** l'entrepreneur doit tenir le Canada indemne et à couvert de toute réclamation, de tous dommages, pertes, frais et dépenses que le Canada pourrait subir, de temps à autre, par suite de toute blessure subie ou prétendument subie par des personnes (y compris les blessures causant le décès) ou de tous dommages aux biens causés ou prétendument causés par suite de l'exécution du présent marché ou de toute partie du

---

marché. Le fournisseur doit conclure un contrat minimal d'assurance responsabilité civile minimum 2 M\$) exigé par les règlements municipaux et les lois provinciales ou fédérales. Cette assurance doit désigner le Canada comme assuré et non comme propriétaire et une preuve satisfaisante qu'une telle police (ou que de telles polices) est/sont en vigueur et exécutoire(s) doit être fournie.

### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **3.1 Conditions générales**

2010C (2012-03-02), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **4. Durée du contrat**

#### **4.1 Période du contrat**

La période de validité du contrat va de la date d'attribution du contrat au 24 Août 2012 inclusivement.

### **5. Responsables**

#### **5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Mike Hogg

Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Téléphone : (250) 363-3916

Télécopieur : (250) 363-0395

Courriel : mike.hogg@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

---

## 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Capt Richard Novak

SO - Whitehorse Cadet Summer Training Center

Ph: (867) 393-7316

E-mail: Richard.Novak@forces.gc.ca

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

## 5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone:    \_\_\_\_\_

Télécopieur:    \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

Site Web : \_\_\_\_\_

---

## **6. Paiement**

### **6.1 Base de paiement**

Taux fermes en dollars canadiens, tel qu'indiqué à l'Annexe B. Les taux sont fermes jusqu'à la fin du contrat.

Les taux incluent la taxe d'accise éventuellement applicable, les frais de manutention et de transport du concessionnaire et la marge bénéficiaire, et sont FAB dans les établissements du concessionnaire partout au Canada où les taux publiés de transport des fabricants s'appliquent. Pour les locations éloignées qui ne sont pas couvertes par les taux de transport publiés par le fabricant, la portion de transport qui devra être facturée sera négociée par l'autorité contractante de TPSGC.

### **6.2 Limite de prix**

#### **C6000C Limite de prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### **6.3 Méthode de paiement**

#### **H10008C Paiement mensuel**

Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

### **6.4 Période de paiement**

**6.4.1** La période normale de paiement du Canada est de trente (30) jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou à compter de la date de réception des travaux dans un état acceptable tel que prévu au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31<sup>e</sup> jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés



automatiquement, conformément à l'article des conditions générales intitulé intérêts sur les comptes en souffrance.

**6.4.2** Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les quinze (15) jours suivant la réception. La période de paiement de 30 (trente) jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les quinze (15) jours aura uniquement pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

## **6.5 Clauses du guide des CCUA**

### **6.5.1 G1001C Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues dans les présentes. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

### **6.5.2 G2001C Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

(a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par

---

l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- (b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- (c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- (d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- (e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- (f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- (g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- (h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- (i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- (j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (l) Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que,

indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

## **6.6. G6001C Véhicules - location à long terme**

1. L'entrepreneur ne doit pas assurer les risques que comporte pour le Canada l'utilisation ou l'exploitation de tout véhicule loué à long terme (plus de 30 jours) par le Canada, sauf si des lois provinciales obligent tout locateur à assurer tout véhicule loué. Dans ce cas, l'entrepreneur doit souscrire à une police d'assurance pour le véhicule ainsi loué et une copie de la police ou une preuve d'assurance doit être fournie au Canada.
2. Le Canada ne souscrit pas nécessairement une assurance des dommages collision ou tous risques pour le véhicule. Il s'agit d'une option qui doit être déterminée par le Canada conformément à la Politique sur la gestion des risques du Conseil du Trésor.

3. Advenant un accident à un véhicule auto-assuré par le Canada (à titre de locataire), celui-ci doit établir une estimation écrite des réparations et décider, en consultation avec l'entrepreneur (à titre de bailleur), de l'endroit où doivent être effectuées les réparations. Si l'entrepreneur décide de faire faire les réparations ailleurs et que le coût de ces réparations est plus élevé que celui de l'estimation fournie, le Canada ne doit payer que le montant le moins élevé. En outre, si l'entrepreneur décide de faire réparer le véhicule à un emplacement autre que celui précisé par le Canada, l'entrepreneur doit être responsable des frais de remorquage du véhicule vers cet autre emplacement.
4. En cas d'accident invalidant subi par un véhicule de location, tous les frais de location doivent cesser de s'appliquer sur ce véhicule.

### **7. Instructions relatives à la facturation**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 10 de la clause 2010C, Conditions générales - Services (complexité moyenne).

### **8. Attestations**

8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

### **9. Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### **10. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C, Conditions générales - services (complexité moyenne)
- c) Annexe A, Besoin; Base de paiement;
- d) Annexe B, Liste de contrôle d'inspection de véhicule;
- e) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_

## **11. Clauses du guide des CCUA**

A9049C (2011-05-16)      Sécurité des véhicules  
A9039C (2008-05-12)      Récupération

## **12. Devis et options**

Les spécifications et codes d'équipement optionnel mentionnés dans le présent document sont énoncés dans le Guide de commande des véhicules automobiles du gouvernement 2010 (GCVAG) publié par TPSGC sur le site Web :  
<http://publiservice.gc.ca/services/icpsss-spicsn/gmvoq/intro-e.html>

## **13. Dates de livraison**

Les dates de livraison sont définies en Annexe C ci-jointe.

## **14. Période de location**

La période de location varie et va de un (1) mois à diverses échéances supérieures, tel qu'indiqué en Annexe C ci-jointe.

## **15. Résiliation pour raisons de commodité**

2010C Conditions générales - Services (complexité moyenne). L'article 22 (Résiliation pour raisons de commodité) ne s'applique pas.

L'article des Conditions générales intitulé « Résiliation pour raisons de commodité » ne s'applique pas à la location de véhicules. L'article suivant s'applique à la place :

**15.1** Nonobstant toute disposition contraire du contrat, le ministre peut résilier le contrat de location à l'égard du véhicule en tout temps pendant la période de location en donnant à l'entrepreneur un préavis de 30 jours.

**15.2** Lorsqu'un avis de résiliation est donné, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé par le Canada, s'il ne l'a pas déjà été, pour les frais suivants :

- a)** les frais de location mensuels qui se rapportent au matériel ou à l'élément visé par la résiliation et qui ont été engagés jusqu'à la date de résiliation, calculés sur une base proportionnelle jusqu'à cette date conformément à l'article Modalités de paiement du présent contrat;
- b)** les frais de résiliation du contrat de location, s'il y a lieu, qui sont prescrits dans l'article Modalités de paiement du présent contrat.

c) Nonobstant toute disposition contraire du paragraphe 10, le total des montants auxquels l'entrepreneur a droit selon les alinéas a et b ainsi que les montants qui lui ont déjà été versés pour la location du véhicule, peut dépasser le total du prix contractuel à l'égard de la location du véhicule, ou, en cas de résiliation partielle, la partie du prix contractuel applicable à la location visée par la résiliation.

**15.3** L'entrepreneur ne peut réclamer de montant à titre de dommages-intérêts, d'indemnité, de perte de profit, d'allocation ou autrement, en raison, directement ou indirectement, d'une mesure adoptée ou d'un avis de résiliation donné par le ministre selon les dispositions du présent article, à moins que celui-ci ne le prévoit expressément.

## **16. Titre de propriété du véhicule loué**

Le titre de propriété du véhicule à moteur loué dans le cadre du contrat reste en tout temps dévolu à l'entrepreneur.

## **17. Type de location**

Contrat de service et de location à durée déterminée. Sans entretien.

## **18. Définitions**

**Location (bail) :** un acte de cession ou de transfert du titre de propriété d'un bien pour la durée de vie d'une personne ou pour un certain nombre d'années ou encore pour une autre période déterminée, généralement contre un loyer. Il est essentiel que dans le contrat de location, on précise la période au cours de laquelle celui-ci est en vigueur ainsi que le début et la fin de sa durée.

**Bailleur ou entrepreneur :** l'entité qui organise et administre la location.

**Preneur :** le client qui loue le véhicule.

**Contrat de service :** contrat par lequel le bailleur (compagnie de location) conserve les avantages liés à la détention du titre de propriété d'un bien loué.

**Contrat de location à montant fixe :** contrat par lequel le preneur n'est pas responsable de la valeur du véhicule à l'expiration du contrat de location.

## **19. Livraison des véhicules**

Les véhicules sont livrés par l'intermédiaire d'un ou plusieurs concessionnaires établis, ou par le fournisseur, au point de destination précisé dans les présentes.

## **20. Entretien préalable**

Les véhicules recevront un entretien préalable selon les modalités normales de livraison au client.

## **21. Jouissance paisible**

---

Le bailleur garantit que :

a) il a pleins pouvoirs et pleine autorité pour offrir la location du véhicule motorisé au Canada;

b) durant la période de location du véhicule motorisé, si le Canada ne manque à aucune de ses obligations en vertu du contrat, le Canada jouira d'une utilisation illimitée du véhicule motorisé sans ingérence de l'entrepreneur, exception faite des moments où l'entrepreneur doit effectuer des travaux d'entretien prévus au contrat, et sans ingérence de quiconque prétendant agir légalement au nom de l'entrepreneur.

## **22. Fourniture de véhicules de rechange**

L'entrepreneur doit fournir le type de véhicule demandé par le Canada. Dans le cas où l'entrepreneur substitue un véhicule offert à un tarif de location plus élevé que le type demandé, le tarif de location du type de véhicule demandé doit être facturé. L'entrepreneur doit informer l'autorité responsable du projet de toute substitution. Dans le cas où l'entrepreneur substitue un véhicule offert à un tarif de location moins élevé que le type demandé, le tarif de location le plus bas doit être facturé.

## **23. Pneus**

Le bailleur doit être responsable du remplacement des pneus sous couverture de la garantie habituelle du fabricant, alors que le preneur doit être responsable de la réparation ou du remplacement des pneus endommagés par les avaries routières et l'usure normale. Les pneus de remplacement doivent respecter les spécifications de l'équipement d'origine avec la même durée de vie, la même norme et la même qualité.

## **24. Garantie**

La garantie normale du fabricant s'appliquera aux véhicules loués.

## **25. Assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues dans les présentes. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans un délai de dix (10) jours après la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance est conforme aux exigences et est en vigueur. L'assurance

doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## **26. Modalités et conditions supplémentaires**

**26.1** Le bailleur doit être en mesure d'offrir un service et du soutien à Yukon.

**26.2** Si un véhicule a des problèmes mécaniques et/ou autres permanents et est retiré du service pendant 60 jours, le véhicule doit être retourné au bailleur qui doit fournir un véhicule comparable au preneur au même tarif que le véhicule précédent.

**26.3** Le fournisseur ne facturera aucuns frais supplémentaires pour nettoyage du véhicule au moment où celui-ci lui est rendu.

**26.4** Le bailleur ne doit divulguer aucun renseignement à personne, à l'exception d'un service de police reconnu et agréé, de Transports Canada, ou d'un organisme de transport et de communication provincial. Tout représentant des organismes susmentionnés doit se présenter avec une pièce d'identité au bailleur, qui les renverra à Revenu Canada. S'il s'avère que le bailleur a divulgué des renseignements sur la location à des personnes non autorisées à les recevoir, le bailleur sera considéré comme ayant manqué à ses obligations contractuelles.



---

## **ANNEXE "A"**

### **BESOIN**

Fournir onze (11) véhicules dans le cadre d'une location ou d'une location à bail, conformément aux descriptions ci-dessous, au ministère de la Défense nationale à Whitehorse, au Yukon, du 11 juin au 24 août 2012, en soutien au camp du Centre d'instruction d'été des cadets de Whitehorse 2012.

#### **Définitions :**

- Locateur : l'entité qui prépare et administre le bail (fournisseur)
- Locataire : le client qui loue les véhicules (Couronne)
- Mandataire : personne qui en représente une autre et qui agit en son nom conformément au contrat ou à la relation de mandant et mandataire (concessionnaire)

#### **Énoncé de travail**

1. Qté 1 x Camion à quatre portes doté d'une caisse de 6 à 8 pi, d'un capot de caisse et d'un attelage de remorque, requis du 19 juin au 20 août 2012;
2. Qté 1 x Camion à quatre portes doté d'une caisse de 6 à 8 pi, d'un capot de caisse et d'un attelage de remorque, requis du 1er juillet au 12 août 2012;
3. Qté 3 x Camion à quatre portes doté d'une caisse de 6 à 8 pi, d'un capot de caisse et d'un attelage de remorque, requis du 7 juillet au 19 août 2012;
4. Qté 1 x Camion à quatre portes au diesel doté d'une caisse de 6 à 8 pi, d'un capot de caisse et d'un attelage de remorque, requis du 23 juillet au 13 août 2012;
5. Qté 1 x Camion à quatre portes au diesel doté d'une caisse de 6 à 8 pi et d'un attelage de remorque, requis du 23 juillet au 13 août 2012;

Chaque véhicule de type camion à quatre portes doit être muni d'un support de sécurité avec contour de métal et grille protectrice (headache rack).

Tous les camions doivent posséder un hayon arrière;

6. Qté 2 x Véhicule de transport de personnes (minifourgonnette) pouvant transporter de 6 à 8 passagers.

#### **Dates requises :**

Qté 1 x Minifourgonnette du 2 juillet au 17 août 2012

---

Qté 1 x Minifourgonnette du 12 juillet au 16 août 2012

7. Qté 1 x Véhicule utilitaire sport (VUS) grand format du 11 juin 2012 au 24 août 2012

8. Le locateur fournira une assurance de responsabilité civile et contre les dommages matériels pour tous les véhicules loués ou loués à bail et utilisés au Yukon, en Colombie Britannique et aux États Unis. Le ministère de la Défense nationale assurera sa propre garantie collision, 0 \$ de franchise nécessaire.

9. Un exemplaire de la preuve d'une telle assurance (décrite au no 8) pour le véhicule faisant l'objet du bail doit être remis à TPSGC dans les sept (7) jours suivant l'avis des attributions de contrat.

10. L'assurance (ci-dessus) offre une couverture, peu importe que le véhicule soit utilisé sur des routes pavées, non pavées ou en dehors du système routier. Une assurance tous risques doit être fournie.

11. Tous les travaux visés par ce contrat doivent être exécutés conformément aux codes, règlements et règlements administratifs fédéraux, territoriaux, provinciaux et municipaux. Toute réclamation découlant de ces codes, règlements ou règlements administratifs est de la responsabilité du locateur

12. Le locateur indiquera au responsable sur place un lieu de prise en charge et de retour du véhicule à Whitehorse, au Yukon. Le véhicule doit être en bon état de fonctionnement, et le réservoir doit être plein d'essence.

13. Le responsable sur place est chargé de l'approvisionnement en essence et il est tenu de retourner le véhicule avec le réservoir d'essence plein à l'aboutissement ou à la résiliation du contrat.

14. Le responsable sur place se réserve le droit de retourner, dans les trois (3) jours, tout véhicule fourni selon le présent contrat qui, après un test routier, ne se trouve pas dans un état acceptable, et ce, sans aucuns frais pour la période couverte. Le locateur devra immédiatement fournir un véhicule de remplacement ou corriger la ou les conditions insatisfaisantes du véhicule. Les frais de location s'appliqueront à partir du moment où le véhicule de remplacement ou révisé sera livré.

15. Le locateur est responsable de l'entretien garanti durant la période de location. Le locateur est responsable de la prise en charge et du retour du véhicule pour l'entretien garanti.

16. Le locateur est responsable de la maintenance du véhicule : entretien, remplacement de pneu et réparation de pneu (p. ex. crevaison attribuable à l'usure normale). La maintenance inclut le travail, le remplacement des pièces, l'entretien de toutes les parties du

véhicule, y compris le changement des huiles aux intervalles précisés dans le manuel du fabricant. Le locateur devra remplacer les pneus, éclatés ou usés des suites d'une conduite normale ou de conditions routières dangereuses. Le responsable sur place ne fera ni ne fera faire aucun entretien excédant 25 \$ sans le consentement préalable du locateur. Le coût des remplacements effectués par le responsable sur place devra être crédité au compte du responsable par le locateur sur présentation d'un reçu de facture payée couvrant le remplacement ou l'entretien en question. Le responsable sur place est tenu de retourner au locateur toutes les pièces remplacées du véhicule, y compris les pneus endommagés ou usés.

17. Le locateur peut être tenu de fournir un autre véhicule immatriculé du même type et du même format afin de remplacer le véhicule qui se trouve hors service à des fins de réparation pendant plus de 24 heures. Le temps d'indisponibilité sera pris en compte lors du calcul des frais mensuels.

18. Le locateur est responsable de toute usure normale, y compris les éléments métalliques brillants encochés ou légèrement égratignés, le rembourrage usé, les tapis tachés de sel, les écaillures causées par des roches et les ébréchures dont la réparation est impérative lorsqu'ils nuisent à la vision du conducteur.

19. Le véhicule doit être dénué de toute publicité, quelle qu'elle soit. Le responsable sur place se réserve le droit d'exiger le retrait de toute affiche ou tout insigne sans frais.

20. Le véhicule fourni doit être équipé de tous les dispositifs de sécurité, conformément aux Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada.

21. Toutes les conditions généralement appliquées par l'agence de location et détaillées dans le contrat de location ou le formulaire de consentement ne peuvent PAS supplanter les modalités du présent contrat.

## **État du matériel**

Tous les véhicules fournis conformément aux modalités de ce contrat :

- a. doivent être munis de sièges conformes aux Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada établies par Transport Canada en vertu de la Loi sur la sécurité automobile.
- b. ne doivent pas avoir de plus de deux (2) ans; il n'y a aucune exigence pour des ensembles de luxe.

## **Livraison**

1. La présente demande de soumissions a pour exigence que la livraison et l'inspection se fassent à Whitehorse, au Yukon.

## 2. Les véhicules seront retournés au locateur au même endroit.

### Inspection et acceptation

La Couronne se réserve le droit d'inspecter les véhicules loués afin de déterminer s'ils satisfont aux exigences spécifiées dans le Guide de commande des véhicules du gouvernement et le cahier des charges du ministère de la Défense nationale. C'est le responsable sur place ou son mandataire qui procèdera à l'inspection et à l'acceptation. Au moment de la livraison et du retour au site (centre de répartition), les véhicules seront inspectés simultanément par le locateur et le locataire pour voir s'ils ont subi des dommages. L'état de chaque véhicule à moteur (dommage, défaut de fonctionnement, perte, etc.) établi durant l'inspection devra être inscrit au rapport d'inspection de véhicule (fourni par le locateur), daté et signé par les deux parties, le locateur et le locataire. Seuls les dommages inscrits au rapport pourront faire l'objet d'une indemnisation par la Couronne. Le défaut du locateur à fournir du personnel pour la production de ce rapport au moment de la prise de possession ou du retour du véhicule sera interprété comme une reconnaissance tacite du rapport d'inspection du locataire. Toute réclamation pour des dommages de la part du locateur survenant après la soumission de ce rapport signé ne sera pas acceptée et ne fera pas l'objet d'une indemnisation de la part du locataire.

### Service et réparations

1. Le service et les réparations doivent être accessibles en tout temps, y compris le soir et les week ends, à Whitehorse au Yukon.

2. Si un véhicule se trouve en panne à l'extérieur de Whitehorse et qu'il ne peut pas être conduit au point de service du locateur, les pièces devront être envoyées ou apportées par un mécanicien et installées dans les 24 heures, selon la disponibilité.

3. Véhicule de remplacement : si un véhicule à moteur, tel qu'on l'entend ici, est hors service à des fins de réparations ou d'entretien ou qu'il n'est pas disponible sur demande, un véhicule de valeur égale ou supérieure, acceptable pour la Couronne, devra être fourni par le locateur, sans frais supplémentaires.

### Jouissance paisible

Le locateur garantit que :

a. Il a le plein pouvoir et la pleine autorité de louer ce véhicule à moteur au Canada;

b. Durant la période de location du véhicule à moteur, si le Canada n'est pas en défaut dans l'exécution de ses obligations stipulées dans le présent contrat, le Canada jouira d'un usage illimité du véhicule à moteur sans entrave de la part du contractant, à l'exception des moments où le contractant procèdera à la maintenance, conformément aux dispositions du présent contrat et sans dérangement de la part de toute personne se réclamant de ce contrat, par lui ou par son entremise.

### Établissement des prix

Les prix sont requis sur une base quotidienne, hebdomadaire et mensuelle. Les prix indiqués incluent les exigences mentionnées en matière d'assurance ainsi qu'un kilométrage illimité. Aucune publicité ni aucun logo d'entreprise ne doivent figurer sur les véhicules.

Description du véhicule	Spec VAG	\$/jour	\$/sem.	\$/mois
1. Camion 4 portes - 1 t (4x4)	Q81			
2. Minifourgonnette (traction avant)	M60			
3. VUS	L61			

\*Les véhicules loués sur une base mensuelle seront facturés sur la base d'un mois de 30 jours. Les mois partiels seront répartis proportionnellement sur 30 jours.

**ANNEXE "B"**

**LISTE DE CONTRÔLE D'INSPECTION DE VÉHICULE**

Endroit : \_\_\_\_\_

Date de livraison : \_\_\_\_\_ Date de retour : \_\_\_\_\_

Marque/Modèle/Couleur/NIV : \_\_\_\_\_

Numéro d'unité : \_\_\_\_\_ Numéro d'immatriculation : \_\_\_\_\_

Relevé de l'odomètre : Début \_\_\_\_\_ Fin \_\_\_\_\_

Carburant : E \_\_\_\_\_ F \_\_\_\_\_ Phares : \_\_\_\_\_

Pneus conformes à la demande faite au contrat (préciser) : \_\_\_\_\_

Pneus de rechange : \_\_\_\_\_ Clés : \_\_\_\_\_

Cric : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Reçu par (signature) : \_\_\_\_\_

Livré par : \_\_\_\_\_ Pris en charge par : \_\_\_\_\_

Inspecté par : \_\_\_\_\_

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Buyer ID - Id de l'acheteur

van582

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

VAN-9-30617

\_\_\_\_\_

Solicitation No. - N° de l'invitation  
F1649-090020/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F1649-090020

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

VAN-9-30617

Buyer ID - Id de l'acheteur  
van582  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

